

DEPARTEMENT DU GARD

REPUBLIQUE FRANCAISE



MAIRIE DE SAINT NAZAIRE
30200

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2020-24
Règlementation du régime de priorité
Au carrefour formé par la Voie Communale Rue de l'Eglise
Et la R.N. n° 86
Dans l'Agglomération de Saint-Nazaire

Le Maire de la Commune de SAINT NAZAIRE,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2212.1 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-7, R 411-8, R 411-25, R 415-7 (pour un « cédez le passage ») ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 3^{ème} partie – intersection et régime de priorité – approuvée par l'arrêté interministériel du 24 juillet 1974 modifié et 7^{ème} partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié ;

Vu l'avis favorable de la DIR Méditerranée en date du 24 février 2020 ;

CONSIDERANT qu'il convient de prévenir les accidents de la circulation au carrefour de la Voie Communale Rue de l'Eglise et de la Route Nationale n° 86, au PR 10 + 700 de la RN 86, située dans l'agglomération de Saint-Nazaire ;

ARRÊTE

Article 1 – Au carrefour de la Voie Communale Rue de l'Eglise et de la Route Nationale n° 86, au PR 10 + 700 de la RN 86, située dans l'agglomération de Saint-Nazaire, la circulation est réglementée comme suit :

Céder le passage : Les usagers circulant sur la Voie Communale Rue de l'Eglise devront marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant sur la Route Nationale n°86, au PR 10 + 700 de la RN 86 (cf plan annexé)

Article 2 – La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – 3^{ème} partie – intersections et régime de priorité et 7^{ème} partie – marques sur chaussées – sera mise en place par la commune de Saint-Nazaire.

Article 3 – Les dispositions définies par l'article 1^{er} prendront effet le 1^{er} Mars 2020 et après la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 – Toutes les dispositions antérieures au présent arrêté et relatives à l'intersection mentionnée ci-dessus, sont rapportées.

Délai de recours auprès du tribunal administratif de Nîmes : 2 mois

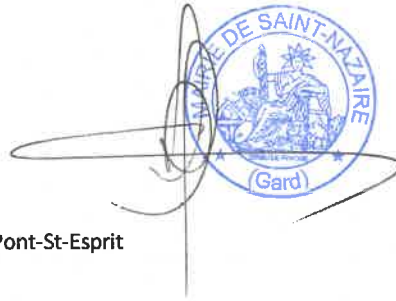
Article 5 – Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 – Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de Saint-Nazaire.

Article 7 – Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes – 16 Avenue Feuchères – 30000 NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 8 – Monsieur le Maire de la commune de Saint-Nazaire,
La DIR Méditerranée,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Pont-St-Espirit,
sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint Nazaire,
Le 27 Février 2020,
Le Maire,
Mr Gérald MISSOUR



Copie sera adressée à :

- DIRMED
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de Pont-St-Espirit
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Pont-St-Espirit

Délai de recours auprès du tribunal administratif de Nîmes : 2 mois